

**COMMÉMORATION  
DES ÉVÈNEMENTS  
DU 8 MAI 1945****La reconnaissance  
des massacres  
passe par un  
travail de mémoire**

Un travail de mémoire et de recherches historiques approfondies est nécessaire pour conduire l'Etat français à reconnaître officiellement, les massacres du 8 mai 1945 en Algérie, a indiqué samedi à Sétif l'historien Gilles Manceron.

Ce travail doit se baser sur «des échanges entre universitaires algériens et français pour apporter toute la lumière sur ces douloureux événements», a ajouté M. Manceron au cours d'un colloque international sur «les massacres coloniaux», organisé à l'université Lamine-Debaghine de Sétif, après Constantine et Guelma.

Pour cet historien, «des travaux scientifiques associant historiens, sociologues, psychologues et anthropologues autour des massacres du 8 mai 1945 apporteraient de nouveaux éclairages et contribueraient à déclencher le processus qui conduira la France, à reconnaître sa responsabilité dans les événements de Sétif, de Guelma et de Kherrata».

M. Manceron a rappelé que les événements du 8 mai 1945 ont été «dissimulés à l'opinion publique française et internationale pendant soixante ans par les autorités et la presse française», et remplacés par ce faux postulat : «des violences commises à Sétif contre des Européens ont obligé l'administration coloniale à agir».

Soulignant que la vérité finit toujours par triompher, il a affirmé que les «gestes» de la France officielle, celui du président François Hollande reconnaissant, à Alger en 2012, «les souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien» et, plus récemment, l'hommage rendu par le secrétaire d'Etat français chargé des Anciens combattants et de la mémoire, Jean-Marc Todeschini, aux victimes algériennes de Sétif, sont le début d'un «frémissement» qui devrait mettre, à terme, la France «devant ses responsabilités».

L'historien a également souligné que le vote de certains conseils municipaux de villes françaises en faveur de la reconnaissance des massacres du 8 mai et la commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'événement à Paris, Nanterre et Rennes sont des «signaux forts».

Organisé par le département des colloques de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», ce colloque a donné lieu à plusieurs communications qui ont abordé divers aspects des événements du 8 mai 1945. Il a notamment été question des témoignages de ceux qui ont survécu aux massacres et de la position «décevante» de la gauche française. Les intervenants ont également abordé la question des massacres coloniaux en Afrique équatoriale sous domination française.

Le colloque international sur «les massacres coloniaux» se poursuivra dimanche à l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa.

APS

**11<sup>e</sup> FORUM DE L'OMNIPRATICIEN****Plaidoyer pour la réhabilitation  
du généraliste**

*Pivot du système de santé, le médecin généraliste semble, néanmoins, se sentir marginalisé. C'est ce qui ressort de la deuxième journée du 11<sup>e</sup> forum de l'omnipraticien. Le président du comité d'organisation dudit forum plaide pour une révision de schémas de fonctionnement «obso-lètes».*

**Nawal Imés - Alger (Le Soir)** - Très sollicité, le médecin généraliste est en théorie au cœur du système de santé. Les principaux concernés estiment, en effet, que leur rôle n'est pas mis en valeur.

Salah Laouar, président du comité d'organisation de la manifestation scientifique estime, en effet, urgent de «sortir des clichés» en décloisonnant un système qui, à force d'être cloisonné, a fini par condamner le malade algérien à errer de structure en structure. Il est primordial, dit-il, de remettre le patient au cœur des préoccupations pour assurer un meilleur fonctionnement de l'ensemble du système qui paraît aujourd'hui dépassé.

Selon Salah Laouar, la réhabilitation du médecin généraliste doit passer par une meilleure formation. Selon ses dires, «le médecin généraliste doit retourner à l'université» mais pas seulement : c'est tous les programmes qui doivent être revus car, estime-t-il, ils sont aujourd'hui en décalage avec les besoins exprimés par la population.

Une analyse que semble partager le Dr Selmi qui rendait publics les résultats d'une enquête, expliquait hier, qu'il était urgent de mettre en place un réseau pour une meilleure



Photo : Samir Sid

**Le malade algérien erre de structure en structure.**

coordination entre les différents intervenants dans la prise en charge d'un malade.

L'enquête menée a, en effet, démontré une totale absence de coordination entre le Samu et

les médecins généralistes. Le malade algérien, dit-il, n'a pas le réflexe d'appeler le Samu et s'adresse directement au généraliste. Certains d'entre eux, dit-il, ne connaissent pas le numéro

du Samu. Il affirme également qu'il faut trouver un modèle algérien de coordination car le copier-coller a montré ses limites.

N. I.

**LE SALON DE L'ÉTUDIANT A ÉTÉ OUVERT HIER****Forte affluence des demandeurs  
d'emploi**

*Les demandeurs d'emploi et de formation se bousculaient hier, au niveau des différents stands des entreprises et des écoles de formation qui participent à la deuxième édition du Salon de l'étudiant, ouvert, hier à Alger, au Palais de la culture.*

Plusieurs entreprises et organismes nationaux et internationaux venus de France, Russie, Canada, Grande-Bretagne, Tunisie..., prennent part à cet événement de deux jours. «Nous voulons permettre aux compétences de trouver des débouchés d'emploi ou une filière de formation, et aussi donner la possibilité aux entreprises de dénicher des potentialités et des talents sur place», a souligné Rafik Chala, chargé de communication de l'agence Graduate, organisatrice de cet événement. Le salon, soulignent ses organisateurs, est destiné aussi bien à ceux en quête d'une toute première formation que ceux désirant parfaire leur cursus en vue d'une mobilité à l'internationale, en passant par ceux optant carrément

pour une reconversion de leur carrière professionnelle. Il est aussi une vitrine prestigieuse pour les établissements désirant faire connaître les disciplines dispensées, les niveaux de leurs formations et la valeur de leurs diplômes. «Nous recevons de nombreux refus lorsque nous postulons et ce salon nous donne l'avantage d'avoir un interlocuteur en face», a souligné une jeune fille, CV en main. Selon les chiffres fournis par l'organisateur du salon étudiant qui cite la source de Campus France, la France a accueilli durant l'année 2013-2014, à elle seule, environ 21 935 étudiants algériens.

Les cinq premiers pays d'accueil des étudiants algériens en 2012, étaient respectivement la France avec 21 804 étudiants, soit 88,1%, le Canada avec 339 soit 1,4%, les Emirats arabes unis avec 1,2%, l'Arabie Saoudite avec 1,0% et la Malaisie avec 0,9%. En moyenne, plus de 25 000 Algériens partent chaque année à l'étranger pour faire des études. wLe Salon de l'étudiant table sur 8 000 visiteurs contre 6 000 l'année dernière.

S. A.

**COMMERCE****Amélioration de l'activité durant le troisième  
trimestre 2014**

*L'activité commerciale s'est améliorée durant le quatrième trimestre 2014, après un recul, particulièrement pour le commerce de la droguerie, quincaillerie, appareil, électroménager et parfumerie (DQAEMP) et le commerce multiple, selon une enquête de l'Office national des statistiques (ONS).*

Après un recul durant le troisième trimestre de l'année dernière, l'activité commerciale s'est améliorée, en général les trois derniers mois de 2014, avec une augmentation pour le commerce de la DQAEMP et le commerce multiple. Par ailleurs, elle est restée stable selon les détaillants, notamment de l'agro-alimentaire et des textiles habillement et cuirs, note cette enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce.

En effet, la demande en produits commerciaux a suivi la même tendance haussière, enregistrant une augmentation, selon les commerçants grossistes et détaillants, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants et celui de la DQAEMP.

L'enquête, qui a touché 533 entreprises commerciales dont 255

publiques et 278 privées, relève que les prix de vente sont plus élevés par rapport au trimestre précédent, notamment ceux des textiles, habillement et cuirs et de la DQAEMP.

Par ailleurs, ils sont jugés moins élevés selon ceux des machines et matériels d'équipement. Selon l'ONS, la plupart des commerçants enquêtés se plaignent des longs délais de livraison, de l'éloignement des centres d'approvisionnement et de la lenteur des formalités d'acquisition de marchandises. Près de 63% des grossistes et plus de 20% des détaillants relèvent avoir enregistré des ruptures de stocks de produits, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants. Près de 40% des grossistes et la majorité des détaillants, touchés par l'enquête, se

sont approvisionnés, durant le dernier trimestre de l'année dernière, auprès du secteur privé uniquement et principalement pour les textiles, habillement et cuirs, la DQAEMP et des machines et matériel d'équipement. Par ailleurs, plus de 95% des commerçants de l'agro-alimentaire et plus de 65% de ceux des matières premières et demi-produits se sont approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois.

Les prix d'acquisition des produits sont stables selon la majorité des commerçants touchés par l'enquête, néanmoins près de 15% des détaillants les trouvent plus élevés, notamment ceux du commerce multiple et à un degré moindre ceux de la DQAEMP. La majorité des commerçants (grossistes et détaillants) affirment également avoir acheté leurs marchandises en première main, à l'exception des commerçants du multiple et du divers. Le taux de satisfaction des commandes est supérieur à 50% par rapport aux besoins expri-

més, selon la majorité des grossistes, notamment ceux de l'agro-alimentaire et des machines et matériels d'équipement. Par ailleurs, ce taux (de satisfaction) est jugé inférieur de 50% par plus de 80% des détaillants.

A l'exception des commerçants de l'agro-alimentaire et du multiple et à un degré moindre ceux du textile, habillement et cuirs qui jugent la qualité et le conditionnement du produits «moyens», le reste des enquêtés les voient «bons».

En outre, près de la totalité des commerçants détaillants et plus de la moitié des grossistes disposent de leurs propres moyens de transport.

Quant à l'état de la trésorerie, il est jugé «moyen» par la majorité des grossistes et selon 58% des détaillants, alors qu'il est «mauvais» pour près de 16% des détaillants. Plus de la moitié de ces derniers ont eu recours à des crédits bancaires dont plus de 77% ont déclaré avoir des difficultés à contracter des prêts.

APS